L'espace des homicides et l'espace socioéconomique : l'agglomération de Vitoria- Brésil

Claudio Zanutelli

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/1888>

DOI : 10.4000/conflits.1888

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2005

Pagination : 117-148

ISBN : 2-7475-9476-9

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Claudio Zanutelli, « L'espace des homicides et l'espace socioéconomique : l'agglomération de Vitoria-Brésil », *Cultures & Conflits* [En ligne], 59 | automne 2005, mis en ligne le 06 janvier 2010, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/1888> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.1888>

Ce document a été généré automatiquement le 30 mars 2021.

Creative Commons License

L'espace des homicides et l'espace socioéconomique : l'agglomération de Vitoria-Brésil

Claudio Zanotelli

L'objectif de ce texte est de comprendre comment se distribuent les homicides dans l'espace social et dans le territoire urbain¹. L'une des interrogations porte sur le fait de savoir si les homicides ont un rapport avec la fragmentation urbaine et les différenciations socioéconomiques entre les quartiers de l'agglomération urbaine de Vitoria, Etat d'Espirito Santo au Brésil. Nous analysons les homicides comme révélateur d'un mode de régulation de parcelles de la population vivant dans les quartiers périphériques et/ou dans les quartiers enclavés dans le territoire urbain : les laisser périr coûterait moins cher qu'une réduction importante des inégalités sociales. Bien entendu une action économique et sociale en profondeur et de longue durée destinée aux populations les plus exposées à la désaffiliation sociale pourrait contrer l'épidémie d'homicides dans les espaces de relégation sociale des grandes villes brésiliennes, mais cette action ne peut être que structurelle, c'est-à-dire une action massive de redistribution de la richesse. Nous analyserons la distribution des homicides par quartier et les mettrons en rapport avec des données socioéconomiques et sociospatiales². Ces données statistiques seront confrontées à une étude de cas d'un ensemble de quartiers dans l'agglomération de Vitoria où les homicides sont assez importants.

Nous aimerions tout d'abord fournir quelques précisions sur les sources utilisées. Malgré les limites des données de la police et du gouvernement, ce sont les seules que nous possédons à ce jour pour essayer de spatialiser les faits au niveau des quartiers et avoir une idée de la dynamique des homicides. Utiliser les données de la police comporte plusieurs risques, dont celui d'avoir une vision biaisée de la réalité en fonction de l'activité policière qui a déterminé le nombre des crimes constatés. Les divers jeux que peuvent faire les policiers entre les constats de main courante, les procès verbaux et les plaintes sont à même – en fonction de la politique menée – de faire monter, baisser, ou stagner les chiffres, qui d'ailleurs existent partout ailleurs, y

compris en France. De plus, ces données doivent être relativisées. Au Brésil, particulièrement dans l'Espirito Santo, la police en est à une phase d'organisation des données pendant laquelle celles-ci sont soumises à des modifications permanentes. Les données statistiques ne sont donc pas stabilisées, mais les enquêtes de *victimation* coûtent très cher et n'existent que de manière restreinte et épisodique pour quelques villes au Brésil, dont la ville de Vitoria³. De surcroît, ces enquêtes ont elles-mêmes des limites et ne rendent pas compte de la distribution par quartier de la complexité des homicides. Pour neutraliser les limites des données policières, nous les avons, dans la mesure du possible, croisées avec d'autres sources.

Utiliser ces données, avec une distance critique, peut servir à comprendre comment fonctionne la machine policière, voire ses failles, ses limites et ses dérives. Nous sommes conscients, également, que les chiffres sont le produit d'une recherche de vérité qui a trait à la rationalité et aux mesures engendrées par la forme même libérale du développement de l'idée de criminalité : définir les moyennes acceptables du crime, etc. Or, constater les modes de cette action au Brésil nous permet de voir la manière dont est en partie construite la criminalité à travers des registres mal maîtrisés.

Problèmes méthodologiques

Les données de la police disponibles ne concernent que cinq des sept municipalités de la région métropolitaine (Vitoria, Vila Velha, Cariacica, Serra et Viana) ; les deux autres municipalités (Guarapari et Fundão) ne seront pas étudiées ici.

Notre article se propose, de manière limitée, de combler le manque d'information sur les homicides au niveau des quartiers. Pour ce faire, nous avons utilisé essentiellement des données de la police militaire (PM). Cette dernière assure la « prévention » et la répression des crimes et délits, et le rôle de police urbaine.

La police militaire remplit également une mission de proximité auprès d'une partie de la population lors d'événements imprévus (évacuation des zones inondables, déplacement des malades vers des hôpitaux quand il n'y a pas d'ambulance disponible, etc.). La police militaire reçoit les appels de police secours (accidents, incendies, crimes et délits) et les dénonciations par téléphone, elle les enregistre et, quand il s'agit d'un crime ou d'un délit, les policiers procèdent, le plus souvent – sauf dans les cas où il n'y a pas de voiture disponible lors de l'événement –, à une vérification des faits et remplissent un *bulletin d'occurrence* qui peut correspondre en France au registre de main courante⁴.

Le pouvoir fédéral a financé la mise en place fin 2004 d'un projet de Système d'Information Géographique (SIG) – Terre Crime – qui sert à cartographier les différentes informations et prétend équiper d'un GPS toutes les voitures de la police. Il vise aussi à accéder aux informations des interventions de la police en temps réel à partir de la centrale du CIODS. Cette nouvelle formule va certainement changer la qualité des données de la police. Ces dernières sont les seules disponibles pour tous les types de crimes et délits par quartier depuis une dizaine d'années⁵. Nous avons toutes les données des crimes et délits par quartiers de l'agglomération de Vitoria entre 1993 et 2003. Mais, nous n'en avons pas de plus précises sur les victimes.

La police civile (l'équivalent de la police judiciaire en France) dispose depuis 1997 de données telles que le sexe, l'âge, etc. d'une partie des victimes des homicides, mais

celles-ci sont mal organisées, puisque les *bulletins d'occurrences* sont mal remplis. Problème auquel la police militaire n'échappe pas non plus.

La police militaire avait, jusqu'à l'année dernière, une codification inspirée de la classification des crimes et délits du code pénal, qui n'était pas la même que pour la police civile. Mais actuellement, avec le nouveau centre statistique, une nouvelle classification du ministère de la Justice composée d'environ 850 différents codes a été adoptée. Ce service fonde son travail sur une réduction de cette classification à 120 différents types de faits. Celle de la police militaire, valable jusqu'en 2004, sur laquelle nous nous sommes fondés, est composée de neuf grandes rubriques et de dizaines de sous-rubriques. Pour notre part, nous nous sommes restreints aux homicides (volontaires et coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner) et aux tentatives d'homicides.

Les différentes sources d'information sur les homicides ne sont pas concordantes⁶. Les données de la police judiciaire (police civile) posent d'énormes problèmes de validation, puisque non seulement il n'y a pas de système de registre stable, mais la plupart des délits et crimes n'entraînent pas de plainte auprès de ses services – la police civile, du fait de ses effectifs beaucoup plus réduits que ceux de la police militaire, limite ces interventions lorsqu'il y a une demande ou une plainte déposée, et encore il n'est pas sûr qu'une suite sera donnée à ces plaintes –, ce qui limite le champ et la validité de ces données. Néanmoins, la police civile dispose des données de la morgue, sous son contrôle, pour tout l'Etat et repasse, depuis 2001, les données des homicides volontaires au ministère de la Justice qui les rend disponibles sur son site.

La police militaire n'enregistre pas tous les cas d'homicides, certains sont enregistrés directement à l'hôpital ou ne sont constatés qu'*a posteriori*, ou encore sont constatés par la police civile et la morgue et pas par la police militaire. Une tentative d'homicide peut se transformer en homicide sans que la police militaire puisse enregistrer cette évolution. Il faut également ajouter le fait que la police militaire peut parfois se tromper sur le quartier dans lequel a eu lieu l'événement. De même, chaque constat du *bulletin d'occurrence*, en ce qui concerne les homicides, ne décompte qu'un homicide à la fois, cachant ainsi les cas, assez fréquents, où il y a plus d'une victime au cours de l'événement (notamment les « exterminations », les meurtres collectifs).

Selon une étude citée par le rapport du secrétariat national de sécurité publique de 2003⁷, dans l'Etat de Rio de Janeiro entre 1995 et 1996, il y a eu 4363 morts enregistrées comme violentes (29% des homicides constatés) sans cause ou intention connue, qui ne sont pourtant pas classées légalement comme « homicides ». Ces *morts violentes dont l'intentionnalité est inconnue* sont probablement le fait de meurtres commis, en partie, par des policiers et par des groupes d'*extermination*, organisés comme les anciens escadrons de la mort composés de policiers et qui, notamment pendant la dictature militaire (1964-1985), faisaient « justice » de leurs propres mains, exécutant les supposés « bandits ».

Dans l'Espirito Santo, il existe une catégorie « *cadavres retrouvés* » qui pour la période de 1993 à 2003, a totalisé pour les cinq municipalités de l'agglomération de Vitoria 1492 morts (18% des homicides de l'agglomération). Ceux-ci ne sont pas classés comme homicides, mais en sont probablement. Evidemment, le manque d'information sur ces morts reste le plus absolu.

Les données de la police militaire jusqu'en 2004 peuvent faire l'objet d'un double comptage avec les données de la police judiciaire, d'où l'intérêt de ne travailler qu'avec une source, celle qui est la plus ancienne et la plus large.

Les risques d'une interprétation divergente entre les différents policiers lors d'une intervention sur un crime ou un délit existent même quand les données ne concernent que la police militaire. Un responsable des services statistiques du CIODS nous a confirmé qu'une mauvaise interprétation des crimes et délits peut exister. Cela s'explique par exemple par le manque de formation des policiers. Selon le même responsable, il y a un contrôle sur les classifications des délits relevés par les policiers, mais ceci n'entraîne pas une modification des bulletins. De fait, sans le dire ouvertement, l'officier en question admet qu'il n'y a pas de véritable contrôle et que celui-ci paraît difficile. Ces constats ne peuvent que fausser les données.

L'interprétation des faits est aussi évolutive. Un constat de tentative d'homicide peut plus tard se transformer en homicide et être requalifié, lors d'un éventuel jugement, de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner.

Notre informateur a indiqué que, pour confirmer les constatations des policiers, il fallait vérifier les déclarations d'homicides et les confronter avec les déclarations de décès faites auprès du registre de l'Etat civil ; ensuite, si les auteurs présumés sont retrouvés et s'il y a procès, l'homicide pourra, éventuellement, être confirmé. Ce qui est très improbable puisque nous pouvons constater que, selon les données collectées dans les journaux entre 1994 et 2002, entre 55% et 68% des auteurs d'homicides n'étaient pas identifiés. Ces données sont celles des journaux, mais il se peut qu'après les enquêtes de police et des procureurs de la république, une partie des meurtriers soient identifiés. Cependant, les cas de mise en cause, d'inculpation, de jugement et de condamnation pour des homicides ne sont pas très nombreux, comme le reconnaît le rapport rédigé pour le ministère de la Justice. « Nous nécessitons des données sur les auteurs des crimes, le contexte du crime et leurs rapports avec les victimes. Seulement alors nous aurons l'information indispensable pour la formation d'une criminologie brésilienne »⁸.

Pourtant, une des limites des données sur lesquelles nous travaillons concerne les auteurs des faits constatés, et particulièrement des homicides : nous ne disposons d'aucune information officielle sur eux. Ce manque d'information a pu être constaté récemment dans le journal *A Gazeta*, daté du 12 février 2005, qui annonçait que plusieurs milliers de procès se trouvaient paralysés ou en attente de complément d'information dans le service des homicides de la police judiciaire de l'Espirito Santo.

Les pratiques de la police militaire peuvent avoir des conséquences sur les chiffres produits ; faire du chiffre est une pratique très répandue dans la police – y compris en France et aux Etats-Unis – et le nombre de délits constatés dépend des orientations et injonctions faites aux policiers par les autorités et par leurs supérieurs hiérarchiques⁹. Par exemple, si on ouvre un commissariat spécialisé dans la violence contre les femmes, on assistera à une augmentation mécanique des dénonciations de ces violences, ceci ne signifiera pas nécessairement qu'il y aura plus de violence contre les femmes, mais que celle-ci sera mieux connue.

Les données les plus proches de la réalité pour les homicides seraient celles du ministère de la Santé, qui suivent une classification de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Celles-ci sont communiquées au ministère à partir des secrétariats de la Santé des municipalités. Certains de ces derniers confrontent ces déclarations avec les

victimes d'homicides décédées dans les hôpitaux. Ces données fournissent le lieu de résidence des victimes et le lieu du crime¹⁰.

Nous avons accès, également, à la base de données du Mouvement National pour la Défense des Droits de l'Homme (MNDH) fondée sur les données des deux principaux quotidiens de l'Espirito Santo. Dans cette base de données sont enregistrées toutes les informations disponibles dans la presse à propos des homicides ou tentatives d'homicides : quand un homicide ou un soupçon d'homicide paraît dans la presse, l'information est suivie pendant huit jours afin d'être confirmée ou non. Ceci permet de changer une tentative d'homicide en homicide. Cette base de données a été cédée en 2004 au NEVI (groupe d'études de la violence, la sécurité publique et des droits de l'Homme) de l'UFES (université fédérale de l'Espirito Santo) qui assure la collecte des données, l'analyse et la publication de ces résultats¹¹. Cette base a aussi ses limites, notamment en ce qui concerne les auteurs des meurtres. Mais elle nous donne des précisions sur le sexe et l'âge des victimes, sur le lieu, l'heure et la date où les homicides ont été commis, ainsi que les armes utilisées pour le meurtre. Nous pouvons également connaître les municipalités où les homicides ont eu lieu. Les données sur les quartiers sont inexploitable du fait même de l'imprécision des informations de la presse et des incorrections dans la collecte des données. Les difficultés à propos des sources en provenance des institutions publiques et des journaux et de leur contradiction sont ainsi explicites, mais, comme le montre le graphique 1, la tendance des faits constatés, malgré leur différence en termes absolus, est convergente entre 1994 et 2002, mis à part les données de la police civile et la base de données du Datasus entre 1994 et 1996.

Graphique 1 : « Victimes d'homicides – Espirito Santo selon les différentes sources 1994-2002 »

Le secrétariat national de sécurité publique lié au ministère de la Justice a entamé une centralisation des données sur la criminalité des différents Etats à partir de 2001, et a produit des rapports préliminaires indiquant les problèmes de ces chiffres¹². Ces rapports indiquent les différences qui subsistent à propos des homicides entre les données de la police et celles du ministère de la Santé, particulièrement concernant les lieux de résidence et de décès des victimes. Ainsi, si une victime est blessée par une arme à feu dans une municipalité, puis qu'elle est déplacée vers un hôpital dans une

autre municipalité et enfin décède à la suite de ses blessures, pour la police le lieu de l'homicide enregistré sera celui du crime, pour le ministère de la Santé l'hôpital où la victime est décédée.

Les villes carrefours – comme la ville de Vitoria, au centre de l'agglomération urbaine et lieu de passage quotidien pour les habitants d'autres municipalités – peuvent présenter des taux d'homicides plus élevés. Elles accueillent pendant la journée, la nuit et en fin de semaine une population résidant dans d'autres municipalités.

Les homicides sont surreprésentés dans la ville de Vitoria à la fois dans les données du ministère de la Santé (notamment à cause des décès déclarés dans les hôpitaux) et dans les données de la police (notamment du fait que les données se réfèrent au lieu du crime) par rapport à certaines municipalités de l'Espirito Santo. Selon le rapport du ministère de la Justice de 2003, 42% des homicides enregistrés dans la ville de Vitoria en 2000 concernaient des victimes habitant dans une autre municipalité¹³. Ce pourcentage pour 2002 était de 28%, soit 68 cas d'homicides enregistrés dans la municipalité des personnes qui habitaient dans d'autres communes. Or, selon nos calculs, d'après les données disponibles sur le site du ministère de la Santé du Brésil, Vitoria n'est pas la seule municipalité, dans l'agglomération de Vitoria, où le nombre d'homicides enregistrés est supérieur au nombre des victimes qui y habitent, ainsi à Serra 5,7% des homicides qui y étaient enregistrés concernaient des personnes qui habitaient dans d'autres municipalités, soit 23 cas. Ce phénomène s'est reproduit dans d'autres communes de l'Espirito Santo.

Les pratiques de la police

Dans les quartiers populaires, les meurtres qui ne sont pas élucidés sont nombreux en raison du manque de volonté et de moyens mis en œuvre par la police. Pour la police, la priorité semble ne pas être les homicides des classes populaires, mais la « sécurisation » des quartiers les plus riches et les plus commerçants, mais aussi, de manière privée, celle des commerçants présents dans les quartiers populaires. Ceci ressort des entretiens que nous avons effectués dans plusieurs quartiers de l'agglomération de Vitoria où le nombre d'homicides est important, les sous-effectifs des policiers dans ces quartiers sont chroniques et les policiers travaillent parfois en privé à sécuriser les commerçants. Dans un des quartiers, les interviewés reconnaissent l'existence d'un groupe d'extermination composé de policiers qui habitent le quartier.¹⁴

Il existe un moralisme et une culpabilisation par rapport à l'usage des drogues illégales dans la société et dans la presse qui servent à justifier l'injustifiable, les homicides des « supposés » trafiquants. Ceci suppose que l'usage de drogues et n'importe quel délit justifieraient les meurtres et que tous seraient d'accord apparemment, inconsciemment ou consciemment, pour admettre, même dans la douleur, une telle justification aux homicides. Les drogues servent ainsi de repoussoir et de justificatif pour l'action violente de la police.

L'action de la police dans les quartiers populaires et la manière même dont leur population est traitée par les policiers peuvent contribuer à augmenter le nombre de meurtres parmi les jeunes. La police effectue de manière systématique des arrestations dans ces quartiers à la recherche de « supposés » délinquants et peut commettre des bavures contre des innocents. En 1998, à Rio de Janeiro, une prime était offerte à des policiers qui, en action, tueraient un supposé « bandit »¹⁵. L'actuel gouverneur de São

Paulo, celui de Rio de Janeiro et beaucoup d'autres gouvernants soutiennent cette politique de la confrontation.

Dans l'un des quartiers sur lesquels nous avons enquêté, différents témoins ont affirmé que le nombre des meurtres était bien supérieur à ce que la police comptabilisait. Ceci démontre les limites de ses données, mais aussi que la police peut être intéressée à ne pas diffuser tous les homicides pour ne pas être mise en accusation d'inefficacité ou ne pas être critiquée par les organisations de défense des droits de l'Homme.

Récemment, à Vitoria, l'armée de terre a été déployée dans la ville, après que des émeutes eurent pris pour cible des bus et à cause de l'incapacité de la police à faire face aux manifestations. Ceci est déjà arrivé dans d'autres endroits au Brésil et notamment à Rio de Janeiro. L'armée prétend ainsi garantir l'ordre, volonté du pouvoir local de contrôler la situation face aux agissements des délinquants. Pour les autorités, ces émeutes seraient en effet commanditées par des groupes organisés à partir des prisons¹⁶, afin de déstabiliser l'ordre public, et non la conséquence d'une insatisfaction sociale. Ces discours de la police et des gouvernements des Etats font monter la peur, qui d'ailleurs est alimentée par l'ancestral racisme des couches dominantes. Cette peur se fonde sur les fantasmes collectifs et se construit sur les discours selon lesquels les délinquants seraient des monstres, les bandits seraient des « barbares » et auraient une autre nature. L'ancien gouverneur de Rio de Janeiro, Garotinho, a déclaré à propos de la mort des délinquants : « C'est différent quand meurt une personne honnête, un travailleur, or ils étaient des bandits »¹⁷. Banalisation des meurtres, banalisation de la vie et déni des questions sociales, les « bandits » ne sont pas des « citoyens communs », comme le déclara un commissaire de police. De cette manière se justifie l'action violente de la police. C'est ainsi qu'à Vitoria, la surveillance des bidonvilles par des hélicoptères de la police est devenue de plus en plus fréquente à cause des « guerres de gangs » pour le contrôle du trafic de drogues illégales. Ces actions fragilisent les quartiers et les habitants qui voient leurs maisons envahies par des policiers.

La violence de la police est assez importante dans l'Espirito Santo, mais les données sont partielles. Selon les journaux locaux, entre 1994 et 2002, la police y a commis 276 homicides. Selon une monographie écrite par deux officiers de police, entre 1999 et le premier semestre 2001, 97 homicides ont été commis par des policiers, soit 2,6% des homicides dans l'Espirito Santo dans la période considérée¹⁸. La plupart des victimes étaient jeunes et noires et près du tiers d'entre elles (31,1%) ont été tuées d'une balle dans la tête. Ceci nous donne des indices sur les exécutions sommaires. Les policiers invoquent « la légitime défense » et les meurtres sont souvent pratiqués dans les quartiers populaires. En 2003, à Rio de Janeiro, la police a tué 1195 personnes ! Ce qui a contribué à aggraver ce tableau est un recours juridique appelé *mandat d'amener et d'appréhension générale* qui autorisa les policiers à rechercher sans aucune preuve ou autorisation des personnes soi-disant suspectes dans les quartiers populaires. La nuit du 31 mars 2005, il a été commis une *chacina* (littéralement l'abattage) de 30 personnes – vieillards, femmes, enfants – sans aucun objectif apparent, dans deux quartiers populaires (Queimados et Nova Iguaçu) de la banlieue de la métropole de Rio de Janeiro. Les principaux suspects sont des policiers qui cherchent à faire peur à la population à la suite des dénonciations contre leurs pratiques de violence¹⁹. Ces mêmes policiers sont suspectés de faire partie de groupes d'extermination, très répandus dans les grandes villes brésiliennes²⁰.

Ces situations d'abus de pouvoir sont prolongées par une généralisation de la privatisation de la sécurité dans le pays et d'une participation informelle des policiers au marché de la sécurité privée – aujourd'hui supérieur en nombre d'hommes des services de police – ce qui amène à un mélange des rôles entre le public et le privé qui accentue les possibilités de dérive de la police²¹.

Il n'est pas lieu ici de revenir sur les origines de la police militaire, mais nous rappellerons que, de par son appellation et sa pratique, elle garde une discipline qui ressemble beaucoup à celle de l'armée. Dans le passé, pendant le régime militaire, la police était dirigée par un colonel de l'armée de terre et était étroitement associée aux actions de répression du régime, comme d'ailleurs la police civile. La formation des officiers et policiers est, elle-même, fondée sur des valeurs très militaires et une discipline qui cherche à moduler les corps et consciences aux valeurs de l'institution. Pourtant, sa pratique est beaucoup plus proche d'un comportement militaire et d'une vision de la société comme l'ennemi à combattre, malgré l'apparente et superficielle incorporation de discours sur les droits de l'Homme dans les formations des policiers et des officiers.

Le traitement des données

Notre propos a été de travailler à l'échelle des quartiers afin de mieux comprendre la situation sociospatiale des homicides à partir des données de la police militaire.

Nous disposons au départ d'une base cartographique représentant les quartiers de l'agglomération de Vitoria, mais elle ne comportait pas tous les quartiers de l'agglomération du fait même de l'étalement urbain progressif ; il s'agissait d'une base tirée et adaptée de celle des services de distribution d'eau de l'agglomération de Vitoria (CESAN) datant des années 1990. Aujourd'hui certaines municipalités font une révision de leurs plans et cartes et disposent déjà, comme c'est le cas pour Vitoria, d'une base très précise, malgré l'indéfinition des toponymies des quartiers. Les villes de Vila Velha et Serra refont leurs fonds cartographiques à une grande échelle.

Les municipalités, mis à part la commune de Serra, ne possèdent pas de loi qui définisse les toponymies et les limites des quartiers ; ceci, comme nous le verrons, pose des problèmes redoutables pour la réalisation du recensement. Parfois les services de la municipalité donnent un nom à un quartier – même s'il n'est pas inscrit dans une loi – et les habitants lui donnent une autre appellation, ainsi un même quartier peut posséder différents noms et/ou voir son nom modifié au fil du temps. Nous avons opté pour la toponymie établie par la mairie et/ou disponible dans notre base cartographique. Ceci a posé des problèmes, particulièrement pour certains quartiers récents ou ceux qui ont eu leur appellation modifiée entre 1993 et 2003, période de notre recherche ; ainsi ces quartiers ont dû être identifiés et leur nom adapté à la toponymie la plus récente.

Les quartiers identifiés par les *bulletins d'occurrences* de la police militaire ne correspondaient pas toujours aux quartiers de notre base graphique, notamment parce que les policiers enregistraient parfois comme lieu de l'homicide un lieu-dit ou le nom d'un lotissement ou encore le nom d'une grande entreprise se trouvant près de l'endroit où avait été constaté le fait.

Afin d'adapter les informations, dans un premier temps, en contact avec les responsables du secteur de saisie des données de la police militaire, nous avons repéré tous les lieux qui ne correspondaient pas à des quartiers de notre base cartographique. Dans un deuxième temps, nous avons associé ces lieux-dits et quartiers non cartographiés aux quartiers existant dans notre base graphique, effectuant préalablement un repérage de l'endroit où ils étaient situés. Mais nous avons aussi, parfois, dû adapter la base cartographique aux quartiers répertoriés par la police, soit parce que les quartiers que nous avions étaient inconnus de la police militaire, ce qui nous a obligé à les relier au quartier voisin reconnu par les policiers, soit parce que nous avions des localités qui étaient partagées en plusieurs sous-quartiers, comme par exemple les quartiers de Nova Carapina I et Nova Carapina II à Serra et que nous avons transformé en un seul quartier Nova Carapina pour l'adapter aux données de la police.

En ce qui concerne les données de l'IBGE (Institut Brésilien de Géographie et Statistiques) du dernier recensement de 2000, nous avons adapté les informations sur les revenus moyens du chef de famille. Pour que ces données soient compatibles avec les quartiers, nous avons dû opérer une adaptation laborieuse des *secteurs de recensement*, le découpage territorial du recensement.

La territorialisation des homicides et des revenus dans l'agglomération de Vitoria

Les homicides

En 2002, dix régions métropolitaines du Brésil (Porto Alegre, Curitiba, São Paulo, Rio de Janeiro, Belo Horizonte, Vitoria, Salvador, Recife, Fortaleza et Belém) à elles seules ont représenté 53% des homicides du pays, soit 26 374 homicides. Par comparaison, ces régions métropolitaines rassemblaient en 2000 52,6 millions d'habitants, soit 30,9% de la population du pays. Si nous rajoutons à ces régions métropolitaines toutes les autres grandes villes qui sont des capitales d'Etats et qui, pour certaines, sont aussi classées comme « régions métropolitaines », nous aurons 30 654 homicides, soit 61,7% des homicides en 2002²².

La région métropolitaine de Vitoria occupait en 1999 la cinquième place en taux d'homicides pour 100 000 habitants parmi les agglomérations urbaines dans le monde, tandis que le Brésil occupait la quatrième place parmi les pays ayant le plus haut taux d'homicides dans le monde. Dans le pays, en 2002, les hommes représentent 92% des victimes des homicides. Parmi les décès d'hommes jeunes, 39,9% sont dus aux homicides. A Rio, Pernambuco et à l'Espirito Santo, les homicides sont la cause de plus de la moitié des décès des jeunes ayant entre 15 et 24 ans.

Le taux d'homicide était en 2002 au Brésil 65% plus élevé parmi la population noire (20,6‰ – homicides – pour les blancs et 34‰ pour les noirs), parmi les jeunes ayant entre 15 et 24 ans ce taux est supérieur de 74% au taux d'homicide parmi la population blanche (68,4‰ pour les noirs contre 39,3‰ pour les blancs). En 2002, pour 17 900 homicides dans cette classe d'âge, 63% des victimes étaient noires²³. Quand nous regardons de plus près la situation à l'Espirito Santo nous constatons que cet écart est beaucoup plus important, la population noire avait un taux d'homicide 228,5% supérieur à celui de la population blanche (29,5‰ pour la population blanche contre

97% pour la population noire !) ; pour chaque blanc tué il y a 3,2 noirs tués, sur 439 jeunes victimes, 352 sont noirs!

Ces homicides se concentrent surtout dans les quartiers les plus pauvres des régions métropolitaines et, nous le verrons, pour l'agglomération de Vitoria. Les taux d'homicide pour 100 000 habitants entre 1993 et 2001 dans l'agglomération de Vitoria ont une évolution positive dans toutes les municipalités jusqu'en 1998 et une baisse relative en 1999 et 2000, mais depuis 2001 les chiffres sont repartis à la hausse.

Les données relatives aux homicides sont couramment analysées au travers des taux obtenus dans le rapport entre le nombre annuel des faits et la population d'une unité géographique. Quand la population n'est pas importante, comme dans de nombreux quartiers, un fait bien connu est la grande variabilité des taux calculés. Ainsi, de petites variations dans les faits constatés entraînent un changement important dans la valeur du taux brut. Un petit changement dans le nombre des faits peut être purement aléatoire et non directement lié à la situation réelle de l'unité géographique, alors le taux ne correspond pas d'une façon appropriée au phénomène. Afin de contourner l'instabilité des taux calculés pour les unités de faible population, la littérature de la statistique *bayésienne* a plusieurs propositions de calculs des taux corrigés. Dans l'estimation d'un taux d'une certaine unité géographique, les méthodes *bayésiennes* empiriques utilisent les données des unités voisines de façon à réduire la variabilité et l'instabilité des taux bruts²⁴. Ainsi nous avons établi la carte des taux corrigés par quartier de l'agglomération de Vitoria pour 2000. Ceci a permis à des quartiers qui ont effectivement à la fois un nombre important d'homicides et une population significative d'être mis en évidence.

La carte 1²⁵ peut nous aider à identifier les *pôles d'homicides* dans l'agglomération effectuant le rapprochement entre les quartiers et cherchant, de cette manière, à saisir une dynamique dans l'espace plutôt qu'un phénomène statique. La moyenne des homicides pendant la période 1993-2003 ne fait que confirmer les pôles aperçus dans la carte de taux corrigés de l'agglomération. Les quartiers qui avaient en 2000 les taux d'homicides parmi les plus significatifs sont ceux, essentiellement, qui au long des onze années écoulées ont eu les moyennes d'homicides les plus importantes dans l'agglomération.

Dans l'ensemble, les quartiers populaires sont le lieu où le nombre moyen d'homicides et les taux d'homicides sont les plus élevés. Il s'agit en général des quartiers constitués ou densifiés entre 1960 et 1990 qui se trouvent près des grands axes routiers autour des zones périphériques de l'agglomération et éloignés des centres villes ou des *favelas* proches des centres villes et quartiers d'habitat riches. Ces espaces sont constitués par des ensembles d'habitat bas de gamme financés par la puissance publique, des lotissements précaires légaux et illégaux ou des occupations irrégulières de terrains. Une partie de ces quartiers se trouvent sur des zones en principe inconstructibles, les pentes des morne, les fonds humides des vallées, les plaines inondables, et sur la mangrove. Certains ont été construits à côté ou sur d'anciennes décharges publiques.

Il est important de rappeler que plusieurs des quartiers ont été regroupés, c'est-à-dire qu'ils sont déjà un agglomérat de quartiers qui effectivement ont une histoire commune, mais qui composent parfois un ensemble assez vaste comme c'est le cas de São Pedro à Vitoria formé de quatre différents quartiers qui tous s'appellent São Pedro et sont numérotés de I à IV. Mais il y a une dynamique d'ensemble, une histoire commune dans ces quartiers et entre ceux-ci et les autres qui les entourent, qui ont

aussi une histoire commune dans l'occupation de la région (Santo André, Resistência, Conquista).

Afin d'avoir une idée de l'importance des homicides et des tentatives d'homicides dans les quartiers, nous avons sélectionné les principaux quartiers ou ensembles de quartiers par municipalité où il y a eu le plus d'homicides et de tentatives d'homicides en les comparant avec les mêmes faits dans l'agglomération et dans les municipalités²⁶. Ceux qui ont présenté à la fois le plus grand nombre d'homicides en onze ans et qui ont eu, naturellement, la plus importante moyenne d'homicides dans la période considérée sont les quartiers ou ensembles de quartiers qui se sont faits remarquer dans les cartes des taux corrigés.

Quinze quartiers sur 400 ont représenté dans la période considérée (1993 à 2003) à eux seuls 26% des homicides et 21,3% des tentatives d'homicides enregistrées par la police dans l'agglomération. Ils ne représentaient que 10,7% de la population de toute l'agglomération en 2000. Deux régions seulement (Nova Rosa da Penha à Cariacica et Terra Vermelha à Vila Velha : 3,5% de la population de l'agglomération) ont représenté 10,2% des homicides et 6,8% des tentatives d'homicides dans l'agglomération. Ainsi, nous pouvons constater que non seulement les homicides sont concentrés dans les quartiers dits « périphériques » et les *favelas*, mais encore qu'à l'intérieur de ceux-ci c'est dans un ensemble relativement limité de quartiers qu'ils se trouvent.

Les tentatives d'homicides (11 141) pour la période sont très importantes. Dans toute l'agglomération les tentatives d'homicides et les homicides (8 584) ont représenté au total 19 725 cas constatés par les services de police. Par an, en moyenne, ce sont 780 homicides dans l'agglomération, dont 203 dans les 15 quartiers sélectionnés, 1 013 tentatives d'homicides et 216 dans les quartiers sélectionnés, respectivement.

Tableau 1: Homicides et tentatives d'homicides – Agglomération de Vitoria et quartiers choisis 1993-2003

Communes et quartiers	Homicides	Tentatives d'homicide	Pourcentage d'homicides/ total agglomération	Pourcentage tentatives d'homicide/ total aggro
Serra	2597	2961	30,3	26,6
Planalto Serrano	170	133	2,0	1,2
Feu Rosa	182	192	2,1	1,7
Novo Horizonte	170	228	2,0	2,0
Cariacica	2456	2724	28,6	24,5
Nova Rosa da Penha*	366	311	4,3	2,8
Flexal	215	165	2,5	1,5
Porto de Santana	110	130	1,3	1,2
Vila Velha	1936	2733	22,6	24,5
Terra Vermelha **	503	445	5,9	4,0
Santa Rita	106	158	1,2	1,4
Vitoria	1356	2396	15,8	21,5
São Pedro ***	183	274	2,1	2,5
Bairro da Penha	88	85	1,0	0,8
Morro Forte				
São Joao	45	95	0,5	0,9
Viana	239	327	2,8	2,9
Marcelio de Noronha	32	92	0,4	0,8
Nova Viana	31	31	0,4	0,3
Vila Betânia	28	37	0,3	0,3
Total Agglomération	8584	11141	100,0	100,0
Total quartiers sélectionnés	2229	2376	26,0	21,3

* Nova Rosa da Penha I et II

**13 quartiers de la région de Terra Vermelha et Barra do Jucu

*** São Pedro I, II, III et IV

L'espace socioéconomique : distribution des revenus du chef de famille par quartier de l'agglomération urbaine de Vitoria

Les données sur les revenus peuvent nous aider à mieux comprendre le partage des homicides dans l'agglomération. C'est ainsi que les quartiers où le chef de famille²⁷ gagnait en 2000 jusqu'à trois salaires minimums – l'équivalent d'environ 300 euros en septembre 2005 – sont ceux où il y avait le plus d'homicides, de tentatives d'homicides et aussi où le nombre de coups et blessures a été important.

Les quartiers où les revenus du chef de famille sont supérieurs à dix salaires minimums²⁸ correspondent, en partie, à ceux où il y a plus de vols avec violence, mais peu d'homicides. Nous pouvons indiquer que les commerces et les boutiques de luxe représentent le lieu où il y a le plus de vols. Il faut, cependant, nuancer ce tableau, puisque le taux de vols, braquages et autres attaques violentes contre les biens n'étaient pas très importants dans les quartiers accueillant les plus riches de l'agglomération (Praia do Canto, Praia da Costa, Fradinhos, Ilha do Frade et Ilha do Boi, Mata da Praia, Jardim da Penha) à l'ouest de Vitoria et au nord-ouest de Vila Velha. Plusieurs autres quartiers populaires ont des taux de crimes contre les biens (Ilha do Principe, Vila Rubim à Vitoria, Cobilândia et São Torquato à Vila Velha) supérieurs aux quartiers les plus riches de l'agglomération. Ceci est dû, en partie, à une plus grande densité des policiers dans les quartiers les plus riches, mais aussi à la mobilisation d'une sécurité privée et à la mise en place de mécanismes divers de « sécurisation » des espaces privés des classes dominantes.

Les plus pauvres sont aussi victimes de vols, mais les quartiers les plus visés sont les centres commerciaux, les centres villes et lieux de fêtes, etc.

Les propriétaires des boutiques, des commerces et des services haut de gamme, les directeurs des banques, etc. habitent les quartiers les plus riches et une partie de leurs biens est visée par les délinquants. Néanmoins, ceux qui sont en général en porte à faux avec ces derniers, ce sont les employés originaires des quartiers populaires. Ceci peut être observé dans la presse à propos des vols à répétition commis ces derniers temps contre les boulangeries des quartiers d'habitation des couches aisées de Santa Lucia et Jardim da Penha²⁹.

Ainsi, nous avons pu observer que ceux qui sont massivement les victimes des homicides sont les habitants des quartiers où les conditions de l'infrastructure et de l'habitat sont les plus précaires et aussi où sont concentrés les plus bas salaires. En outre, ce qui peut paraître paradoxal, ces quartiers sont, également, touchés par un nombre important de vols et cambriolages divers. Inégalité sociale et inégalité des chances dans la vie engendrent une lutte de tous les instants pour avoir accès aux biens de consommation courants, et s'associent à l'inégalité face à la mort qui a beaucoup plus de risques de frapper un jeune homme dans un quartier populaire que les jeunes habitant les quartiers aisés. L'espace est de cette façon durablement marqué par l'inégalité, et celle-ci prend sa source dans des processus structurels qui ont trait à la manière même dont l'espace est contrôlé par la police. Ce contrôle, selon les dires de l'ex-auditeur (*ouvidor*) de la police de Rio, Julita Lemgruber, a « été conçu comme instrument de sécurité de l'Etat et des classes dominantes et non de l'ensemble des citoyens. C'est-à-dire, sa fonction n'est pas de maintenir l'ordre public, mais l'ordre

hiérarchique appuyé sur les inégalités économiques qui se trouvent à la base de la formation sociale brésilienne »³⁰.

Mais les homicides ne se distribuent pas de manière égale parmi les quartiers populaires, ils sont particulièrement concentrés dans un certain nombre de quartiers. Comme nous disposions de très peu d'informations sur les motivations des homicides et sur leurs auteurs, une approche plus qualitative s'imposait. Ainsi avons-nous effectué plusieurs entretiens dans huit quartiers ayant des taux d'homicides parmi les plus élevés de l'agglomération de Vitoria. Nous aborderons rapidement les quartiers de la région de Terra Vermelha localisés dans la municipalité de Vila Velha.

Brève étude de cas de la région de Terra Vermelha (Vila Velha)

La région de Terra Vermelha est composée de 13 quartiers. Leur population était en 2000 de 34 261 habitants et leur superficie approximative de 660 hectares, soit 3% de la superficie de la municipalité. De l'est à l'ouest, le quartier s'étend sur presque cinq kilomètres à partir de la Route du soleil et va jusqu'au Rio Jucú, où se trouve une zone d'exploitation de sable. La zone est parsemée d'espaces vides où sont intercalées des occupations. Il y aurait selon les informations des *leaders* des communautés, quinze policiers et trois voitures pour assurer la sécurité de toute la zone.

La région se trouve majoritairement sur une plaine inondable entre la rivière Jucu et la Route du soleil, parsemée de lacs, de ruisseaux et de mangroves. La plupart des ruisseaux se sont transformés en canaux d'écoulement d'égouts à ciel ouvert.

Terra Vermelha est un espace de risque social et environnemental important. Les équipements et les services urbains sont précaires. Les principaux axes sont goudronnés, mais les rues sont en terre battue ou ensablées, et seule une petite partie de la zone possède un réseau d'écoulement d'eaux usées et une station de traitement. De fait, de nombreux habitants ont construit leur propre fosse septique. Comme la région est inondable, ces fosses atteignent, dans certains quartiers, la nappe phréatique, et les eaux usées débordent et inondent les maisons et les rues. L'eau et l'électricité desservent toute la zone, mais d'innombrables branchements clandestins sont faits sur les deux réseaux, un peu comme partout dans les quartiers populaires et aussi, parfois, dans les quartiers plus riches. Le service d'eau courante et de distribution d'électricité est irrégulier. Les transports publics sont insuffisants et beaucoup d'habitants se déplacent à pied ou à bicyclette. Les écoles primaires répondent aux besoins des habitants et la mairie construit de nouvelles écoles, mais dans la région il n'y a pas de lycée. Les maisons de certains quartiers n'ont pas de fondations et sont posées à même le sol, instable, risquant ainsi de s'écrouler.

Les petits commerces de détail sont nombreux, mais aussi les petits supermarchés, les pharmacies, les boulangeries et les magasins de matériaux de construction, la plupart situés dans les principaux points commerciaux sur les avenues goudronnées au sud et au nord des quartiers.

L'occupation de la région date des années 1970, à l'époque de l'expansion industrielle de la région métropolitaine, de l'aménagement de la route du soleil et de la construction d'un nouvel aéroport. Anticipant l'étalement de la ville, les spéculateurs immobiliers commencent à mettre en place des lotissements clandestins, sans aucune

infrastructure, avec ou sans l'autorisation de la mairie, avec ou sans titre de propriété. Des « lotissements » ont vu le jour sur des marécages, des personnes achetaient de bonne foi les lots d'après des photos dans l'attente d'une valorisation de la propriété. À partir du début des années 1980, des politiciens véreux, connaissant la situation des lotissements illégaux et l'existence de larges superficies de terrains appartenant aux pouvoirs publics, ont organisé l'occupation du secteur par la population pauvre venue des quartiers de Vila Velha et d'ailleurs. À la suite de quoi le gouvernement de l'Espirito Santo a construit, à la fin des années 1980, un ensemble de logements populaires. Le processus d'occupation illégale des terrains a néanmoins continué et, selon plusieurs informateurs (membres des associations de quartiers et anciens habitants), une vraie structure spéculative politico-criminelle s'est mise en place. Ainsi, un personnage associé à un politicien, ex-maire de Vila Velha, a organisé pendant des années, et jusqu'à aujourd'hui, l'occupation de certains quartiers. Il est propriétaire d'une agence « immobilière » et revend parfois certains lots qui sont déjà occupés, menaçant, en cas de résistance ceux qui résistent. La majorité de la population n'a aucun titre de propriété, s'étant installée et occupant de manière illégale des terrains inconstructibles qu'ils aient été ou non achetés auprès d'une agence « immobilière ». Ainsi se trouvent-ils soumis aux pressions de ces promoteurs véreux, véritables *colonels* locaux. Selon un de nos informateurs habitant le quartier depuis longtemps, l'organisateur des occupations fait partie du *gang de la tête*, ainsi appelé parce que ses membres coupent la tête de leurs victimes. Il contrôle la région et a des hommes de main, des *pistoleiros* (tueurs à gage), dans chaque quartier.

Nous sommes face à un contrôle de l'espace par une bande de malfaiteurs sans scrupules, agissant par intérêt économique et politique et comptant sur la complicité volontaire ou involontaire d'une partie de la population. Dans leurs témoignages, plusieurs commerçants prennent la défense du chef du gang, d'autres ont peur, et certains s'organisent politiquement pour construire une certaine indépendance vis-à-vis de ces personnages. Mais même ceux qui ont un discours plus progressiste participent aux occupations illégales des terrains dans d'autres régions. Le processus est ainsi partagé entre ceux qui commandent et ceux qui se trouvent pris dans les mailles de la « culture » locale. Les chiffres sur les crimes de sang peuvent nous donner, en partie, une idée des choses qui se passent dans ces quartiers.

Les crimes de sang dans la région de Terra Vermelha entre 1993 et 2003³¹ incluent les treize quartiers de la région de Terra Vermelha, ainsi que Barra do Jucu qui se trouve très proche et qui fait partie d'une certaine manière de la région, même si c'est un quartier beaucoup plus ancien où habitent des couches aisées. Les habitants de Terra Vermelha fréquentent Barra do Jucu lors des festivités et y vont aussi à la plage.

Le nombre d'homicides constatés dans la région pour la période 1993-2003 représente 6% du total des homicides de l'agglomération (au total 503 homicides et en moyenne 37 homicides par an) pour une population de 34 261 habitants, soit 2,6% de la population de l'agglomération. Les tentatives d'homicides (445 au total) sont en moyenne de 34 par an. Si nous rajoutons les homicides et tentatives d'homicides, la moyenne est d'un tous les cinq jours.

On apprend que 93 personnes ont été retrouvées sans vie et ont été classées comme « corps retrouvés » par la police. Selon plusieurs témoignages il y a à Terra Vermelha un endroit où on se « débarrasse » des morts. Certains commerçants et *leaders* locaux disent que les meurtres sont commis ailleurs et les corps amenés dans ce quartier³². En

outre, il n'est pas rare qu'ils affirment que les crimes et délits commis sont l'œuvre de « bandits » habitant ailleurs. On décèle ici une volonté de donner une bonne image du quartier. D'autres affirment que les délinquants viennent des quartiers voisins. Logique du « eux » et du « nous », rivalités qui s'instaurent et se renforcent même dans les quartiers populaires, partage entre les « meilleurs » et les « pires », reproduction d'une division sociale fondée sur des mécanismes subjectifs et structurants des identités collectives. D'autres parlent du *gang de la tête* qui serait mêlé à ces affaires. On sent de la part des habitants une peur d'aborder ces questions : « *dans une bouche fermée il ne rentre pas de fourmis* », en d'autres termes : il vaut mieux se taire pour ne pas être assassiné !

Tableau 2 : « Homicides et tentatives d'homicides dans la région de Terra Vermelha. 1993-2003 »

Homicides	503
Tentatives d'homicides	445
Corps retrouvés	93
Total	1041

Il y a ainsi, dans ces quartiers, une sorte de violence structurelle, à commencer par l'environnement exploré d'une façon intense par tout le monde. Les pouvoirs publics sont présents, mais les services et équipements sont précaires. La police a une action ambiguë, certains éléments de celle-ci sont complices de faits illégaux (l'occupation des terrains de manière illégale, les branchements clandestins aux différents réseaux) ou de crimes et délits plus graves (protection du trafic de drogues, participation dans des meurtres de supposés délinquants pour le compte des commerçants). Le gang qui contrôle les terrains et qui s'insère dans le jeu politique local stimule l'apparition d'autres actions déviantes. D'autres groupes de délinquants apparaissent et prennent d'une certaine façon exemple sur la manière même dont sont structurés les rapports sociaux fondés sur la force, comme par exemple les vols des commerces locaux et le trafic de drogues. Ainsi, en se jouant de ces illégalismes populaires, plus ou moins tolérés, le passage à une criminalité plus prononcée et violente peut être favorisée. Les groupes violents peuvent se développer et compter sur une tolérance fondée sur les lois à géométrie variable.

De fait, les habitants des différents quartiers se sentent plus ou moins soumis aux aléas politiques en ce qui concerne la garantie de la propriété foncière, et les contrôles de la société locale (conseillers municipaux, certains maires, commerçants, certains policiers et certains membres des associations des quartiers) sur les déviants semblent s'appuyer en partie sur la « liquidation » des délinquants les plus visibles et les moins protégés. Mais les principaux acteurs politiques et économiques liés à la criminalité (élus, propriétaires de vrais faux lotissements, entrepreneurs exploitant le sable) se trouvent du côté des donneurs d'ordre et reproduisent le même processus à l'échelle de l'agglomération. Dans ce sens, l'ancien maire de Vila Velha, à l'origine d'une partie de l'occupation du site s'est trouvé associé à d'autres occupations ailleurs dans l'agglomération et a été mêlé à des affaires d'enrichissement illicite et suspecté d'avoir commandité les meurtres de militants associatifs.

Considérations finales

Nous avons présenté un aspect de notre recherche, la méthodologie et les limites de celle-ci, notamment en ce qui concerne les données des homicides de la police qui sont inférieures à celles du ministère de la Santé et aussi aux observations que nous avons pu faire dans les quartiers où nous avons enquêté. Pourtant, le danger ici, surtout à propos des homicides, est de voir une police minimisant les constats pour diverses raisons : ses propres violences, le nombre élevé d'homicides qui suscite la critique des organismes de défense des droits de l'Homme, etc. Ainsi, la police n'aurait pas intérêt à gonfler ses chiffres.

L'hypothèse de départ sur l'association des homicides avec « l'exclusion sociale » semble être confirmée. De fait, la violence la plus grave (homicides, tentatives d'homicides) se concentre dans les régions métropolitaines et à l'intérieur de celles-ci, d'une manière générale, dans les quartiers populaires.

Nous pourrions parler d'un partage territorial de cette violence : les quartiers les plus pauvres sont les plus exposés aux violences physiques et les quartiers les plus commerçants aux violences contre les biens, les quartiers les plus riches, surprotégés, se trouvent loin des menaces physiques et, en partie, des menaces contre les biens. Ce partage est intrinsèquement associé à un réseau ; la production de la violence criminelle est sociale, c'est un processus qui prend source dans les inégalités sociales.

Les classes dominées sont ainsi soumises à un mécanisme « spontané » (où les meurtres sont le produit apparent des guerres de gangs mais sont socialement déterminés par la criminalisation d'une partie de la population qui vit à la frontière du légal et de l'illégal) qui provoque l'exclusion d'une partie de leur jeunesse par la mort. Cette inégalité face à la vie et à la mort prend ses racines dans l'inégalité socioéconomique et dans les mécanismes matériels et symboliques de domination sociale. Domination qui, au contraire de ce que nous pouvons penser, n'a plus besoin d'un contrôle territorial rigide, disciplinaire. C'est par des mécanismes ayant un fonctionnement autonome et officiellement ou non appuyés par l'Etat (violence policière explicitement requise par l'Etat contre les populations de ces quartiers, laisser-faire dans l'occupation des terrains au bénéfice politico-électoral d'une partie des élus) et par sa politique de sécurité face à l'insécurité produite collectivement, que se perpétuent les meurtres de fractions importantes des jeunes hommes pauvres.

Mais face à cette situation, les analyses sont nombreuses et divergentes, c'est ainsi qu'une des explications sur le nombre élevé d'homicides au Brésil, et particulièrement dans l'agglomération de Vitoria, renvoie à un contrôle social déficient, une impunité généralisée où les contrôles de police, de par sa corruption et son incapacité organisationnelle, n'auraient pas de résultats. De cette manière, plusieurs analystes parlent alors d'un manque de civilité. Ainsi, nous serions au Brésil, à suivre ces raisonnements, dans un état de nature hors nature.

L'interprétation que nous avançons est que, par trop de libéralisme économique, les mécanismes de laisser-faire, par leur application intensive et à plusieurs égards sans garde-fous, se sont rabattus sur les meurtres du fait que le coût économique et politique du combat des acteurs de la violence, de leur jugement et emprisonnement est plus important que de les laisser périr. Les invocations guerrières des policiers et de certains responsables à propos des jeunes délinquants associés au manque

d'investissement dans la prévention et au maintien des prisons comme centres de production de l'inhumain ne peuvent que renforcer cette dérégulation.

Certains auteurs parlent des effets néfastes de la modernité qui révèlent la nature de la société dont les fondements reposent sur le collage disparate de la post-modernité sur la tradition. C'est ainsi que les effets négatifs de la modernité seraient plus aigus au Brésil que dans les pays dits centraux. Cependant, ceci rétablit une espèce de dualité que recouvrent des faits sociaux fondés sur l'inégalité sociale.

Dans cette lignée le rapport entre la modernité et le monde des exclus expliquerait la violence des sans-voix. Pour d'autres encore la violence au Brésil serait le sous-produit d'une culture politique autoritaire propre à la société brésilienne, prête à soutenir les autoritarismes de tout ordre³³. D'autres se réfèrent à la désorganisation de l'Etat, à sa faillite, à son absence³⁴. Mais aussi aux mécanismes de régulation qui ne seraient plus à l'œuvre et qui, de ce fait, permettent l'expression d'une violence sanguinaire³⁵. Il y a aussi un retour de l'association de la criminalité, de la violence à la pauvreté, ceci ayant pour but non pas de stigmatiser explicitement les pauvres, mais d'y contribuer : « la privation relative ou la révolte contribuent enfin à légitimer, par la reconnaissance des déséquilibres sociaux qui seraient à la base de ces phénomènes, l'idée d'existence de conduites criminelles qui seraient l'apanage des pauvres »³⁶.

La question n'est pas de trouver une essence à la violence ou de l'associer à une population ou d'avoir des préoccupations idéologiques de ne pas associer pauvreté et violence, pauvreté et crime, mais plutôt de sortir de ce piège idéologique et d'analyser comment les violences les plus brutales touchent les plus pauvres qui sont agents, mais aussi instruments d'un destin social déterminé de manière structurelle dans d'autres sphères (c'est-à-dire les inégalités sociales entretenues par un partage profondément injuste des richesses). La violence est complexe et co-produite par les différentes couches sociales brésiennes, comme le dit A. Peralva³⁷. Ce n'est pas l'appel au rétablissement d'un ordre public qui fera cesser ces violences, mais plutôt un autre ordre public ou un changement radical dans la perspective de la redistribution de la richesse dans le pays.

La violence – particulièrement les homicides – n'est ni un déficit de démocratie (de quelle démocratie parle-t-on ?), ni une irrationalité (par rapport à quelle raison ?), ni une anomie (par rapport à quel ordre ?), moins encore une absence d'Etat (qui au contraire est présent dans les quartiers populaires au travers de ces policiers armés ou par la confusion entretenue entre l'ordre privé et public) ou encore liée, seulement, à une révolte en rapport à la société de consommation qui n'offre pas les conditions d'accès à ceux qui en sont exclus.

C'est d'un ordre ambivalent et non d'un désordre qu'il s'agit. Vouloir trouver des mécanismes explicatifs qui suivent un raisonnement cause-conséquence, cherchant une rationalité par rapport à laquelle on expliquerait une non-logique, semble s'inscrire dans cette volonté d'anticiper, de contrôler, de rendre lisibles les comportements et de les administrer : volonté de répertorier, d'anticiper et de corriger le cours des choses cher aux mécanismes libéraux qui donnent à voir un laisser-faire mais qui régulent de fait les flux et les masses des biens et des hommes par des calculs économiques et spatiaux bien précis où sont prévues marges de tolérance et d'auto-régulation.

Une série de chercheurs jouent au Brésil entre la sphère de l'autonomie de la recherche et la sphère du conseiller, du *consulting*, pour la puissance publique, certains occupant

même des postes de responsabilités au sein des instances étatiques de la sécurité, des droits de l'Homme, etc. Ce faisant, apparaît une volonté d'ordonner les choses, et ceci est d'autant plus justifiable à leurs yeux que la situation de non contrôle des forces de police et de la criminalité est plus forte. Or, le mélange de genre ne milite pas pour l'indépendance de la recherche et finit par chercher des causes somme toute fonctionnelles et provisoires, réversibles, à la violence. Il y a structurellement une détermination indéterminée (une domination sociale des subalternes déterminée matériellement et symboliquement mais qui a sa relative part d'indétermination liée à l'évolution de la société et à l'intervention des agents sociaux eux-mêmes) qui construit les homicides et qui suit une logique implacable de la domination sociale.

Les cartes ont été élaborées par Eldon Gramlich, Pablo Lyra et Ana Maira Leite, la statistique a été réalisée par Mario Castro.

Carte 1 : Taux d'homicides corrigés de l'Agglomération de Victoria - Brésil - 2000 – Taux pour 1000 habitants

Carte 2 : Pourcentage des revenus du chef de famille inférieurs à trois salaires minimums – Agglomération de Vitória - Brésil – 2000

Carte 3 : Pourcentage des revenus du chef de famille supérieurs à dix salaires minimums – Agglomération de Vitória - Brésil – 2000

NOTES

1. Cet article s'inscrit dans le cadre d'un séjour post-doctoral en France au LATTs (Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés)/ENPC financé par le CAPES (Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nivel Superior) du ministère de l'Education nationale brésilien : BEX 0428/04-3. Les cartes ont été élaborées par Eldon Gramlich, Pablo Lyra et Ana Maira Leite, la statistique a été réalisée par Mario Castro ; qu'ils soient ici remerciés.
2. Le concept sociospatial renvoie à l'imbrication et aux liens indissolubles entre l'espace et la société ; l'espace n'est pas seulement un contenant et la société un contenu, leur rapport est dialectique. A propos de ce concept nous pouvons nous référer à Lefebvre H., *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000.
3. Khan T., Besen, J. et Custodio R.B., *Pesquisa de vitimização 2002 e Avaliação do Plano de Prevenção de Violência Urbana - PIAPS*, Ilanud - FIA - USP et Gabinete de Segurança Institucional do governo brasileiro, 2002.
4. Les appels sont reçus au CIODS (Centre intégré opérationnel de défense sociale). Ce centre reçoit à la fois les communications sur les accidents, les victimes d'incendies et les victimes de la délinquance qui donnent lieu à quinze mille « occurrences » par mois. (Journal *A Gazeta*, 23 octobre 2004).
5. Le ministère de la Santé fournit au travers du DATASUS des données concernant les homicides pour toutes les municipalités brésiliennes.
6. Voir la figure 1 plus loin dans le texte.
7. Cano I., (1997) cité in Soares G. et al., *Recomendações de detalhamento e aperfeiçoamento da base de dados*, Secretaria Nacional de Segurança Pública (SENASP), Rio de Janeiro, février 2003, p. 9.
8. Soares G. et al., *ibid.*, p. 37. Nous traduisons. Paradoxalement, malgré le faible taux de condamnation pour les homicides, la population carcérale au Brésil a presque triplé en 13 ans, entre 1992 et 2004, passant de 114 000 à 328 000 prisonniers. Cette population est majoritairement composée d'hommes (96%), dont plus des deux tiers n'ont pas terminé l'enseignement secondaire, 95% sont pauvres et les noirs y sont surreprésentés. Plus d'un tiers est enfermé pour vols. Près d'un tiers de la population carcérale fait l'objet d'une détention provisoire. Le système est surchargé, et, selon les estimations, le dépassement de la capacité d'accueil des prisons représente entre 27% et 36% de la population carcérale. Voir à propos de la population carcérale le rapport du DEPEN, ministère de la Justice du Brésil, *Sistema penitenciário no Brasil: diagnósticos e proposição*, 2005 ; *Boletim Direitos Humanos HIV/AIDS*, ano V, no.1, 2001, consulté à l'adresse : http://www.aids.gov.br/final/dh/bol_5_1/prevalencia.htm O Brasil atrás das grades uma análise do sistema penitenciário, *Human Rights Watch*, consulté à l'adresse www.hrw.org/portuguese/reports/presos/sistema2.htm.
9. Bonelli L., Sainati G. (dir.), *La machine à punir*, Paris, L'esprit frappeur, 2001 ; et Mucchielli L., *Violences et insécurité. Fantômes et réalités dans le débat français*, Paris, La Découverte, 2002.
10. Selon le site <http://tabnet.datasus.gov.br/cgi/sim/obtdescr.htm#origem> consulté le 14 mars 2005.
11. Zanolli C., Raizer E., Castro M., « Violência criminalizada: os homicídios cometidos no Espírito Santo noticiados nos jornais (1994-2002) », *Revista Cidadã*, Edufes, Vitória, 2004.
12. Soares G. et al., *Recomendações de detalhamento e aperfeiçoamento da base de dados*, op. cit. ; Musumeci et al., *Análise interna das informações disponíveis*, Secretaria Nacional de Segurança Pública (SENASP), Rio de Janeiro, février 2003.
13. Soares G., Musumeci L., Borges D., Rodrigues S., Fraga G., *Base Nacional de estatísticas criminais - Análise e avaliação*, Produto 4 - Recomendações de detalhamento e aperfeiçoamento da base de

dados. Relatório de consultoria prestada à Secretaria Nacional de Segurança Pública (SENASP) do ministério da Justiça, com apoio do UNDCP, Rio de Janeiro, février 2003, p. 6.

14. A propos des pratiques de la police associées à la corruption et à la criminalité et de la manière dont les populations des quartiers populaires sont traitées lors des opérations policières, voir entre autres : Peralva A., « Violence urbaine, démocratie et changement culturel : l'expérience brésilienne », *Cultures & Conflits*, Un nouveau paradigme de la violence, n°29-30, hiver 2002 ; Lemgruber J., Musumeci L., Cano I., *Quem vigia os vigias ? Um estudo sobre o controle externo da policia no Brasil*, Rio de Janeiro, Record, 2003 ; Barcelos C., *Abusado. O dono do morro Dona Marta*, Rio de Janeiro, Record, 2003.

15. Rapport *Violence policière et insécurité publique* de l'ONG Justiça Global affiliée à la FIDH, 2004, Rio de Janeiro.

16. A Gazeta, 6 décembre 2004.

17. Malaguti B., *O medo na cidade do Rio de Janeiro. Dois Tempos de uma historia*, Rio de Janeiro, Revan, 2003, p. 118-119. Nous traduisons.

18. Rodrigues, Miranda et Amaral, *O uso da força letal da ação policial militar no Espirito Santo*, Monographie du Curso Integrado de Especialização em Segurança Publica, CCJE/UFES, Vitória, 2001.

19. *Folhaonline*, 03 avril 2005.

20. Sur les escadrons de la mort constitués pendant le régime militaire au Brésil et qui se trouvent à l'origine des groupes d'extermination, se reporter au livre célèbre de Bicudo H., *O esquadrão da morte*, Editora Pontificia comissão de justiça e paz de São Paulo, 1976. Voir aussi le rapport de la Commission d'enquête parlementaire de la chambre des députés sur le narcotrafic au Brésil daté de novembre 2000 (<http://www2.camara.gov.br/comissoes/>) où il est fait référence à l'organisation Scuderie Détective Le Cocq, très présente dans l'Etat de l'Espirito Santo, fondée par des policiers liés à la torture et aux escadrons de la mort pendant le régime militaire. Cette organisation a été dissoute en 2004. Elle comptait des dizaines de policiers, des magistrats et des entrepreneurs dans ses rangs. Voir aussi à propos des escadrons de la mort : Peralva A., *Violence urbaine, démocratie et changement culturel : l'expérience brésilienne*, op. cit.

21. Vulpi P., Pinheiro P.S., Kunsch. *Análise da atividade extraprofissional em serviço de segurança privada, 'Bico', dos militares estaduais da 6ª, Companhia do 1º, Batalhão da PM*, monographie CFA/EFO, 2001.

22. Wailselfisz J.J., *Mapa da Violência IV. Os jovens do Brasil*, Brasília, Unesco-Brasil, 2004, p. 44.

23. Wailselfisz J.J., op.cit, pp.50-59.

24. Voir Marshall, « A review of methods for the statistical analysis of spacial patterns of disease », *Journal of Royal Statistical Society*, série A, 154, III, 1991, pp. 421-441.

25. Voir en fin d'article.

26. Voir le tableau 1.

27. Voir la carte 2 en fin d'article.

28. Voir la carte 3 en fin d'article.

29. *Journal Tribuna*, 25 février 2005.

30. Entretien accordé à l'éditeur brésilien Record : voir le lien suivant <http://www.record.com.br/entrevista.asp?entrevista> consulté le 12 avril 2004. Nous traduisons.

31. Voir le tableau 2 en fin d'article.

32. Il faut néanmoins remarquer que ce phénomène, dit de la « desova », est courant au Brésil. Souvent les corps ne sont pas laissés là où les personnes ont été tuées.

33. Pinheiro P.S., Almeida G.A. (de), *A violência urbana*, Publifolha, São Paulo, 2003.

34. Peralva A., « La généralisation de la violence comme problème », *Cultures & Conflits*, n°6, été 1992, pp. 113-124.

35. Peralva A., *Violência e democracia. O paradoxo brasileiro*, São Paulo, Paz e Terra, 2000, pp77-80.

36. Peralva A., *ibid*, p. 82.

37. Peralva A., *ibid*, p. 82.

RÉSUMÉS

Ce texte cherche à comprendre comment se distribuent les homicides dans l'espace social et dans le territoire urbain. Une des interrogations porte sur le fait de savoir si les homicides ont un rapport avec la fragmentation urbaine et les différenciations socioéconomiques entre les quartiers de l'agglomération urbaine de Vitoria dans l'Etat d'Espirito Santo au Brésil. Nous analysons les homicides comme un révélateur de la régulation des populations « marginalisées ». Le texte explicite également les questions liées à la collecte des données sur la criminalité et aux pratiques de la police.

This article aims at understanding how homicides are distributed within the social space and the urban territory. The main questioning is to know whether homicides are linked to urban fragmentation and to the socioeconomic differentiations between the districts composing the town of Vitoria in the Brazilian State of Espirito Santo. We analyse homicides as revealing the marginalised populations' regulation. The article also deals with the question of homicide related data gathering and police behaviour.

AUTEUR

CLAUDIO ZANOTELLI

Claudio Zanotelli est professeur au département de géographie de l'université fédérale de l'Espirito Santo (Vitoria, Brésil). Docteur en géographie humaine, régionale et économique à l'université de Paris X - Nanterre.